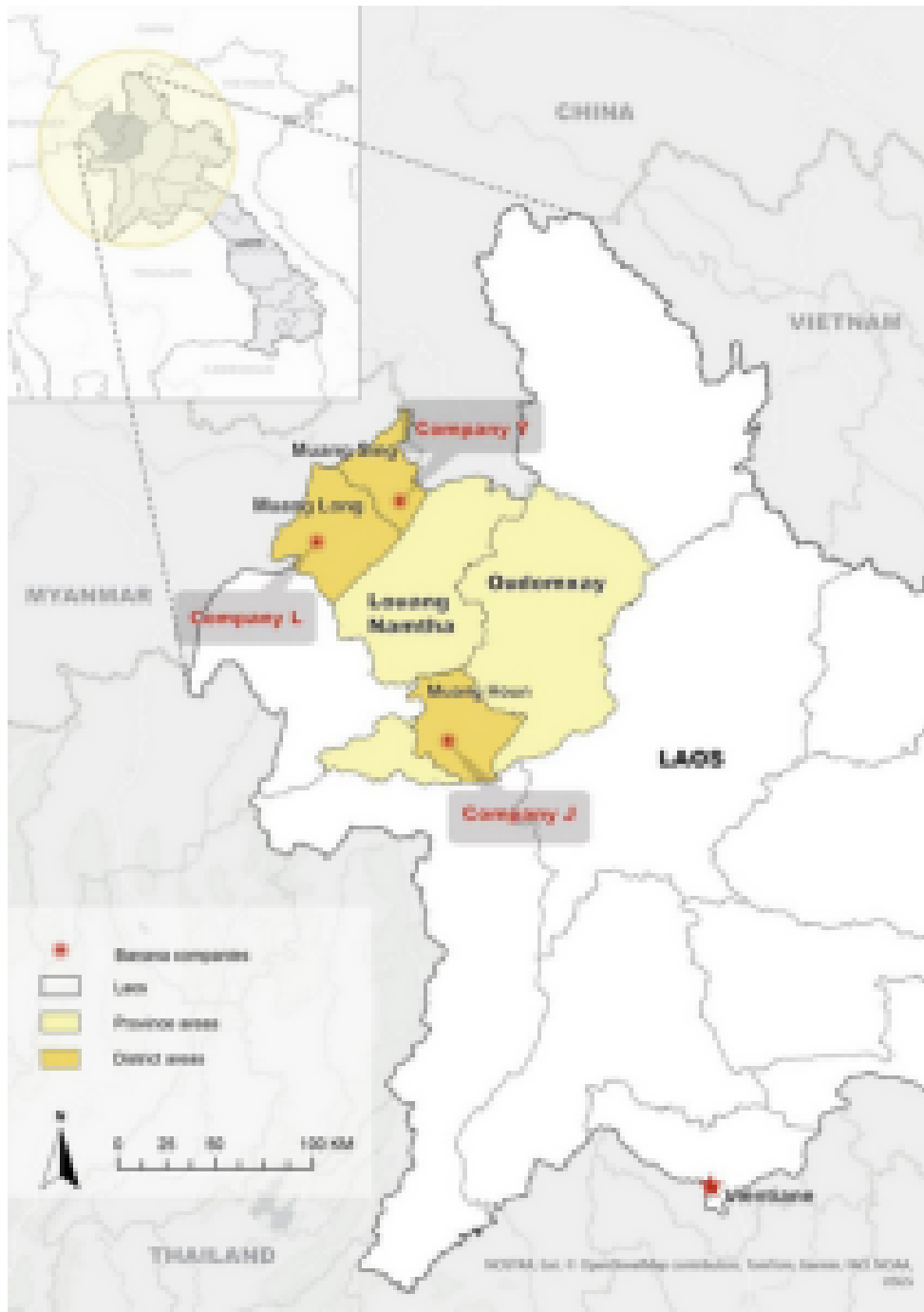


Investissements trans-nationaux et tentatives de régulation

23 juin 2026

En réponse à l'acquisition et à la prise en location de foncier agricole, à grande échelle, par des acteurs étrangers, phénomène désigné par le terme *land grabbing* dans la littérature anglo-saxonne, plusieurs États ont mis en œuvre des réglementations visant à encadrer ces investissements. Dans un article publié en avril 2026 dans le *Journal of Agrarian Change*, des chercheurs montrent comment les acteurs économiques se sont adaptés pour faire face à ces évolutions réglementaires et en limiter la portée. À partir de l'étude de trois entreprises chinoises intervenant dans le secteur de la banane au Laos (figure), les auteurs ont identifié trois stratégies utilisées par ces firmes. La première consiste à recourir à des intermédiaires locaux, souvent des Chinois établis de longue date au Laos, qui mettent à disposition leur connaissance du marché foncier et leurs réseaux. La deuxième passe par le soutien financier aux autorités locales (dons, construction d'infrastructures) afin de s'assurer de leur appui. La troisième consiste en une négociation tactique pour tirer parti de l'ambiguïté de certaines règles et du fait qu'elles sont parfois interprétées différemment d'un territoire à l'autre et d'un échelon administratif à l'autre.

Localisation des entreprises étudiées



Source : *Journal of Agrarian Change*

Mickaël Hugonnet, Centre d'études et de prospective

Source : [Journal of Agrarian Change](#)